



Լ'ընդհանուր հայաստանի հանրապետության Նախագահական Ինքնակառավար

Dans le cadre de notre émission, « Յո՞ւ Երթաւ » - « Quo Vadis ? », aujourd'hui, nous avons voulu revenir sur un article consacré au Traité de Sèvres, dont le titre « Le Traité qui explique le Moyen-Orient d'aujourd'hui a été signé en France », évoque le fait qu'il y a quatre-vingt-quinze ans en 1920, l'Europe partagea l'Empire ottoman en vertu d'un traité signé à Sèvres,

L'auteur de cet article n'hésite pas néanmoins à prétendre je cite « que cet éphémère traité ne dura qu'un an mais dont les répercussions seraient toujours d'actualité, qu'il n'a pas été ratifié et qu'il serait donc caduc ou tombé aux oubliettes ».

Devant ces affirmations qui apparaissent néanmoins très partisans et ainsi manquant totalement d'objectivité, nous voulions avoir l'avis de Monsieur Arménag APRAHAMIAN, Président du Conseil National d'Arménie Occidentale.

**La Réalité juridique du Traité de Sèvres,
« La France n'a jamais refusé de faire honneur à sa signature »**

Mardi 11 Mai 1920 - Mercredi 12 Mai 1920

Remise du Traité de Paix à la Turquie, ce jour le Mardi 11 Mai 1920

WAN : Bonjour, Monsieur APRAHAMIAN, que pensez-vous de ces affirmations ?

A.A. : Bonjour, la première chose serait de faire une démarche analytique du Traité en question, chose qui n'a été faite par personne.

D'un point de vue chronologique :

Le Traité de Sèvres dont les lignes principales ont été déterminées à la Conférence de San Remo, entre le 18 et le 26 Avril 1920 (durant cette Conférence, les Puissances Alliées proposèrent que les États-Unis acceptent un mandat sur l'Arménie, quelle que soit la décision du Sénat, afin que le Président Wilson définisse les frontières de l'État arménien et que son arbitrage concernant les frontières turco-arméniennes soit reconnu dans le Traité de Paix avec la Turquie). Le Traité a été remis pour signature au Gouvernement Ottoman, le 11 Mai 1920.

Les conditions que les alliés, ont remises à la Turquie, par l'organe de M. Millerand, étaient connues d'avance.

Elles sont dures, mais mérités, et elles auraient pu être plus dures encore, puisqu'il avait été question de prendre Constantinople aux Turcs et de refouler ainsi le siège de leur gouvernement en Asie.

Personne de s'apitoiera sur leur sort, qui n'est qu'une faible expiation pour les massacres des Arméniens et des Chrétiens, déjà en 1915, qualifiés de nouveaux crimes contre l'humanité et contre la civilisation par la Triple-Entente, auxquels ils ont froidement procédé, spécialement au cours des vingt dernières années précédentes.

Mais pour d'autres considérations où il n'entre pas de sentimentalité déplacée à l'égard de la Turquie, l'opinion française accueille froidement le Traité.
(Extrait du journal suisse « La Liberté » du Mercredi 12 Mai 1920).

La cérémonie de la remise du Traité de Paix à la délégation turque a eu lieu, un Mardi, à 16 heures, au ministère des affaires étrangères à Paris en présence de la délégation arménienne.

M. Millerand présidait, M. de Fouquières chef du protocole introduisait les délégués de l'Empire ottoman, M. Millerand au nom des alliés leur remet le projet du Traité. Les Puissances ont décidé que les discussions auraient lieu par écrit, un délai d'un mois est accordé au gouvernement ottoman pour faire connaître ses observations.

Tewfik Pacha, les mains tremblantes posées sur le document qu'il venait de recevoir, répondit quelques mots d'une voix assourdie par l'émotion.

M. Millerand a levé la séance qui avait duré cinq minutes.

Le Conseil de la Souveraineté se réunissant le 22 Juillet 1920, sous la présidence du Sultan Vahidettin (Mehmed VI) a considéré " qu'il préférerait avoir une faible existence que d'avoir une lourde perte " et a décidé l'adoption du Traité. Après que Tewfik Pacha n'eut pas signé ce Traité qui morcelle le territoire turc et qui ne convient pas du tout avec l'honneur et les sentiments nationaux, Reşat Halis Bey, (bey ; titre donné aux personnes notables), et Rıza Tevfik Bey (Bölükbaşı), chargés par Damat Ferit, ont signé le Traité le 10 Août 1920, c'est-à-dire trois mois après la remise du Traité.

[WAN](#) : Très bien, mais pouvons-nous revenir sur le contenu du Traité de Sèvres ?

A.A. : Le projet de Traité qui a été remis aux délégués turcs, est divisé en treize parties et 433 articles.

1/ La première partie comprend le Pacte de la Société des Nations à laquelle un rôle est assigné à plusieurs reprises dans le Traité. (Art. 1 à 26).

2/ La Deuxième partie décrit les nouvelles frontières de la Turquie en Europe et en Asie. (Art. 27 à 35).

3/ La troisième partie qui comprend treize sections, oblige les Turcs à accepter les changements politiques à intervenir en Europe et en Asie, tels qu'ils résultent du Traité. (Art. 36 à 139).

Cette partie établit une convention spéciale pour le régime des détroits (Dardanelles, Bosphore et Marmara) : elle prévoit l'autonomie et l'indépendance éventuelle du Kurdistan et crée un régime spécial pour la ville et la région de Smyrne, restée sous la domination turque tout en passant sous l'administration de la Grèce.

Elle stipule la reconnaissance de l'indépendance *de jure* de deux nouveaux Etats : l'Hedjaz et l'Arménie : la reconnaissance provisoire de la Syrie et de la Mésopotamie comme Etats indépendants, conseillés et assistés par un mandataire : l'administration de la Palestine par un mandataire qui sera responsable de l'application de la déclaration faite par le gouvernement britannique en 1917, concernant l'établissement en Palestine d'un home national pour le peuple juif.

Elle exige aussi la reconnaissance par la Turquie de la situation nouvellement créée par la guerre en Egypte, au Soudan, à Chypre et dans les Iles de l'Egée, ainsi que la reconnaissance du protectorat français au Maroc et en Tunisie pour couper court à toutes tentatives de la Turquie d'exercer une influence sur les musulmans de l'Afrique du nord.

Mais, concernant la structure du Traité, je vais m'arrêter là pour le moment.

[...] 4/ La quatrième partie s'occupe de la protection en Turquie des minorités religieuses et ethniques, ainsi que des mesures de restitution et de réparations pour les dommages qui leur ont été causés pendant la guerre. (Art. 140 à 251).

5/ La cinquième partie fixe les conditions militaires, navales et aériennes de la paix, limite les forces armées laissées à disposition du Sultan, organise la gendarmerie ottomane et les éléments spéciaux prévus pour le renforcement de cette dernière. Le recrutement obligatoire est aboli en Turquie. (Art. 252 à 207).

Le maintien de la liberté des détroits est garanti par le démantèlement, dans la zone qui les entoure, de toutes les fortifications, ainsi que par le droit réservé à la France, à l'Angleterre et à l'Italie d'y maintenir des forces navales, militaires et aériennes.

La marine turque est abolie à l'exception d'un certain nombre de bâtiments destinés à assurer l'ordre et la police de la pêche. Les forces aériennes turques sont supprimées.

6/ La sixième partie règle le retour des prisonniers de guerre : elle impose aux puissances signataires certaines obligations concernant l'entretien des sépultures militaires et confirme les engagements qui ont été pris pour les sépultures militaires des soldats alliés tombés dans la presqu'île de Gallipoli. (Art. 208 à 225).

7/ La septième partie règle l'application des pénalités applicables à ceux qui ont violé les lois de la guerre et qui sont responsables des massacres survenus en Turquie pendant les hostilités. (Art. 226 à 230).

8/ La huitième partie a trait aux arrangements pris pour l'avenir de l'empire ottoman et les réparations financières de ce dernier. (Art. 231 à 260).

9/ La neuvième partie contient des dispositions d'ordre économique ; elle remet en vigueur plusieurs traités et conventions non politiques et fixe les principes applicables aux compagnies concessionnaires tant en Turquie que dans les territoires concédés par celle-ci. (Art. 261 à 317).

10/ La dixième partie règle l'avenir de la navigation aérienne en Turquie. (Art. 318 à 327).

11/ La onzième partie contient des clauses visant le contrôle international des ports, voie d'eaux et voie ferrés. (Art. 328 à 373).

12/ La douzième partie est relative au travail. (Art. 374 à 414).

13/ La treizième partie est composée d'articles divers qui n'ont pas trouvé place dans d'autres rubriques notamment la confirmation des décisions des cours des prises alliés et le futur régime monétaire de la Turquie et de tous les territoires qui en seront détachés. (Art. 415 à 433).

Les clauses finales règlent les conditions de l'application et de la mise en vigueur du Traité et envisage l'accession de la Russie au Traité de Paix avec la Turquie.[...]

WAN : Mais depuis quelques semaines, apparaissent dans les médias plusieurs articles et en plusieurs langues concernant le Traité de Sèvres. Ces articles affirment « que cet éphémère traité ne dura qu'un an mais dont les répercussions seraient toujours d'actualité, qu'il n'a pas été ratifié et qu'il serait donc caduc », il est donc de notre devoir de répondre le plus explicitement possible.

En français : <http://www.slate.fr/story/105523/traite-sevres-moyen-orient>

En anglais : <http://foreignpolicy.com/2015/08/10/sykes-picot-treaty-of-sevres-modern-turkey-middle-east-borders-turkey/>

En arménien : <http://www.tert.am/am/news/2015/08/24/safrastian/1771964>

A.A. : J'ai voulu analyser la façon avec laquelle les articles qui circulent actuellement, interprètent le Traité de Sèvres et j'ai constaté plusieurs contrevérités qui méritent des explications.

Pour cela, il est donc nécessaire de rappeler que le Traité de Sèvres est un des Traité de Paix, qui met fin à la première Guerre Mondiale entre les Alliés et la Turquie, suite au Traité de Versailles entre les Alliés et l'Allemagne (28.06.1919) (ratifié le 10.01.1920), au Traité de Saint-Germain-en-Laye entre les Alliés et l'Autriche (10.09.1919), au Traité de Neuilly entre les Alliés et la Bulgarie (27.11.1919), et au Traité de Trianon entre les Alliés et la Hongrie (04.06.1920).

1 / Le Traité de Sèvres est avant tout un Traité de Paix entre la Turquie et les Puissances Alliées suite à l'armistice de Moudros du 30 Octobre 1918. Nous pouvons aussi rappeler les conditions de l'article 24 de cet armistice, qui précise « Dans le cas où des désordres se produiraient dans les six vilayets arméniens, les Alliés se réservent le droit d'occuper toute portion des dits vilayets »¹.

2/ Ensuite pour être signataire du Traité de Paix, la Turquie a été reconnu comme Etat belligérant, aussi cet Etat a des obligations vis-à-vis des autres Etats, ces obligations forment les conditions de paix.

3/ Depuis l'armistice de Moudros, le 30 octobre 1918, jusqu'à la Sentence arbitrale du Président W. Wilson le 22 novembre 1920, s'est écoulé deux ans et 22 jours.

¹ <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1918moudros.htm>

Dés le 18 janvier 1919, avec le discours du Président R. Poincaré, le Conseil Supérieur des Alliés débutera la Conférence de Paix qui se terminera en août 1920, permettant d'élaborer les conditions de paix et de créer la future Société des Nations.

4/ Les Etats signataires du Traité de Paix sont au nombre de 14 Etats, composés en trois groupes.

- Le premier groupe des principales Puissances Alliées au nombre de quatre Etats (l'Empire Britannique, la République française, le Royaume d'Italie et l'Empire du Japon).
- Le second groupe des Puissances Alliées au nombre de neuf Etats (l'Arménie, la Belgique, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène et la Tchéco-Slovaquie).
- Le troisième groupe, un Etat belligérant, la Turquie.

Si nous prenons la liste des principales Puissances, nous pouvons constater que les signataires sont pour la majorité des Empires où des Royaumes dont relativement à leur Constitution, la ratification est du ressort du souverain.

Reste la France comme République, alors étudions ensemble la Constitution française en vigueur en 1920 :

Selon l'article 8 de la Constitution française de 1875, toujours en vigueur en 1920, c'est « [...] le Président de la République qui négocie et ratifie les traités [...] ».

C'est-à-dire Monsieur Raymond Poincaré, qui délégua son Ministre des affaires étrangères, Monsieur Alexandre Millerand au poste de Président du Conseil des Alliés.

En ce qui concerne les Puissances Alliées, du second groupe, il faut préciser que le Traité de Sèvres fixe les conditions de paix dans plusieurs régions en Europe, en Afrique, en Asie Mineure et au Moyen Orient c'est-à-dire à Constantinople², aux détroits, au Kurdistan, à Smyrne, en Grèce, en Arménie, en Syrie, en Mésopotamie (Irak), en Palestine, au Hedjaz (Arabie), en Egypte, au Soudan, à Chypre, en Libye et dans les îles de la mer Egée.

Sur ces régions, l'Arménie et le Hedjaz sont des Etats nouvellement reconnus, signataires du Traité de Paix et sans constitution nationale.

Pour la Turquie, le Conseil de la Souveraineté se réunissant le 22 juillet 1920 sous la présidence du Sultan Vahidettin (Mehmed VI)³ et de ses plénipotentiaires Reşat Halis Bey, (bey ; titre donné aux personnes notables, photo1), et Rıza Tevfik Bey (Bölükbaşı, photo2), chargés par Damat Ferit ont décidé de signer le Traité, le 10 Août 1920 à Sèvres.

Ce sera en 1921, que l'Etat de Turquie constitué par la loi organique du 20 janvier 1921 établie une Constitution provisoire, après l'arbitrage du Président des Etats-

² C'est pour cette raison, que selon la Constitution de l'Etat de Turquie du 20.01.1921, la capitale se trouve à Ankara.

³ Article 7 de la Constitution ottomane (1876) : Sa Majesté le Sultan compte au nombre des ses droits souverains les prérogatives suivantes :

Il nomme et révoque les ministres ; il confère les grades, les fonctions et les insignes de ses ordres ; il donne l'investiture aux chefs des provinces privilégiées, dans les formes déterminées par les privilèges qui leur ont été concédés ; il fait frapper la monnaie ; son nom est prononcé dans les mosquées pendant la prière publique ; il conclut les traités avec les puissances ; il déclare la guerre ; il fait la paix ; il commande les armées de terre et de mer ; il ordonne les mouvements militaires ; il fait exécuter les dispositions du Chéri (la loi sacrée) et des lois ; il fait les règlements d'administration publique ; il remet ou commue les peines prononcées par les tribunaux criminels ; il convoque et proroge l'Assemblée générale ; il dissout, s'il le juge nécessaire, la Chambre des députés, sauf à faire procéder à la réélection des députés.

Unis du 22 novembre 1920 et ce sera le 30 octobre 1922 que le Sultanat sera aboli.

Photo1



Photo2



Selon l'Article 104 de la nouvelle Constitution turque du 20 avril 1924, les Constitutions de 1876 et de 1921 sont abrogées. On est en droit de se poser des questions alors, sur la réalité juridique actuelle de la signature et de la ratification du Traité de Lausanne, mais c'est une autre question.

D'un autre côté, jamais la réalité juridique du Traité de Sèvres n'a été mise en cause par les autorités d'Etat de l'Arménie Occidentale. J'insisterai même sur le

fait qu'au point de vue du droit international, il ne saurait y avoir de discussion sérieuse sur notre droit de procéder au rétablissement de notre souveraineté nationale en Arménie Occidentale.

En réponse à l'article précité, nous pouvons rappeler la position de la France, représentée par Monsieur Leygues, ministre des Affaires Etrangères, le 3 décembre 1920, suite à un échange avec Monsieur Lloyd George qui reconnaît que, si la France refuse de ratifier un traité signé sur le sol français, sous la présidence du gouvernement français, on se retrouvera évidemment en présence d'une situation sérieuse. On devrait cependant reconnaître que le Traité de Sèvres lui-même est le résultat d'un accord entre tous les Alliés. Si donc, il était admis qu'un arrangement fait par le gouvernement français peut être remis en question quelques mois plus tard, il y aurait là une situation vraiment étrange.

La réponse de Monsieur Leygues est pourtant claire, il veut qu'il n'y ait aucun malentendu sur la portée exacte de ses paroles. La France n'a jamais refusé de faire honneur à sa signature ; mais, en présence d'une situation nouvelle dit-il, il est naturel que le parlement et les commissions parlementaires en particulier, se préoccupent de la possibilité d'adapter le traité à cette situation.

« Il ne dit pas qu'il ne veut pas ratifier le traité ».

WAN : Mais alors Monsieur APRAHAMIAN, pourquoi autant de désinformation concernant le Traité de Sèvres ?

Les protagonistes, les négateurs et détracteurs de cette vérité juridique ont des intérêts qui leurs sont propres, ce sont des intérêts d'Etat. La constitution d'un Etat Arménien sur le territoire de l'Arménie Occidentale est la raison de toute cette confusion, les conséquences sont d'ordre international.

Les Arméniens d'Arménie Occidentale ont subis deux crimes :

- Le crime de génocide,
- Le crime d'appropriation illicite d'une souveraineté d'Etat, on voit bien ce que cela signifie quand on observe ce qui se passe en Syrie, aujourd'hui.

Il existe donc, deux types de mécanisme, celui qui permet de reconnaître l'existence d'un Etat, et celui qui permet de détruire l'existence d'un Etat.

En interne, le plus gros mensonge négationniste dans ce cas vient d'un ancien ambassadeur de la République d'Arménie (Orientale) au Canada, aujourd'hui en retraite, qui prétend qu'il est possible de ne pas considérer l'Article 89 du Traité de Sèvres comme convention écrite du litige nécessitant l'arbitrage du Président W. Wilson.

Cette thèse ridicule fera l'objet d'une réponse spécifique lors d'un prochain dossier sur la légitimité successorale de la Sentence arbitrale du Président W. Wilson.

Mais ensuite, il prétend dans un article récent⁴ je cite, « que, le Traité de Sèvres et la reconnaissance du génocide des Arméniens sont deux combats différents », il oublie encore que le Traité de Sèvres est la dernière intervention d'humanité des Puissances Alliées en direction de l'Arménie et des Arméniens.

⁴ <http://repairfuture.net/index.php/fr/genocide-armenien-reconnaissance-et-reparations-point-de-vue-d-armenie/reconnaissance-du-genocide-armenien-et-reparations-territoriales-sont-deux-combats-differents>

C'est pourquoi, je l'invite s'il ne l'a pas déjà fait, à lire la partie VII – Sanctions du Traité de Sèvres ou/et les articles 227 à 230 de la partie VII - Sanctions du Traité de Versailles, en un mot, j'ai bien l'impression d'être en face d'une personne qui n'a pas pris le temps d'étudier réellement les questions qui lient le procès des Jeunes turcs avec les Traité Internationaux de Paix, c'est normal cette fois-ci, je n'ai pas mis sur Internet les fruits de mes recherches, ils sont toujours en ma possession, donc pour le moment aucune possibilité de les récupérer.

Bref, les articles du Traité de Paix⁵ concernant particulièrement l'Arménie sont au nombre de six (88, 89, 90, 91, 92, 93).

L'Article 88, a la particularité de confirmer la reconnaissance de jure de l'Etat d'Arménie par les Puissances Alliées, comme un Etat libre et indépendant quand bien même si la Turquie ne reconnaissait pas l'indépendance de l'Arménie.

L'Article 89, précise que toutes les parties conviennent de soumettre à l'arbitrage du Président W. Wilson la détermination de la frontière entre la Turquie et l'Arménie et fait l'objet d'une sentence spécifique.

L'Article 90, définit les clauses et les obligations financières entre la Turquie et l'Arménie.

L'Article 91, détermine une Commission de la frontière dans un délai de trois mois à compter de la décision mentionnée, cette commission a émis un tracé des frontières qui a intégré la Sentence arbitrale du Président des Etats-Unis d'Amérique du 22 novembre 1920.

L'Article 92, précise que les frontières respectives entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie seront déterminées par un accord direct entre les Etats concernés.

La guerre déclenchée au Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan en février 1988 a pour cause la délimitation comme présentée dans l'Article 92 du présent Traité de Paix. C'est donc par la voie de la guerre en direction des populations civiles arméniennes que l'Azerbaïdjan a décidé de s'approprier un territoire appartenant à l'Etat Arménien de 1920, il n'est donc plus question ici d'accord entre les Etats concernés, ni de permettre aux Principales Puissances de se charger de son tracé sur le terrain.

Un danger équivalent menace en permanence, le Djavakhk.

L'Article 93, fait l'objet d'un Traité avec les Principales Puissances Alliées définissant les droits des minorités et les relations diplomatiques entre les Etats concernés⁶.

Depuis et sur la base du Traité de Paix signé à Sèvres en 1920, l'Arménie Occidentale n'a pu appliquer sa souveraineté à cause de l'occupation de son territoire par la Turquie. La question de la souveraineté territoriale de l'Arménie Occidentale n'est pas avant tout une question d'ordre militaire, mais une question d'exequatur des droits à l'indépendance de l'Arménie Occidentale c'est-à-dire une question juridique.

Cette question nécessite pour son application de l'existence d'un organe politique pour une représentativité, d'un organe gouvernemental pour l'exécutif, d'un organe parlementaire pour le législatif et d'un organe constitutionnel pour le juridique. C'est bien ce que nous avons pu mettre en place depuis la Déclaration

⁵ http://www.western-armenia.eu/WANC/Armenie-Occidentale/dossiers/traite/traite_de_sevres.pdf

⁶ <http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Traite/Traite-de-Sevres1.pdf>

officielle du Conseil National des Arméniens d'Arménie Occidentale du 17 décembre 2004⁷.

Autres arguments :

Les Etats comme la Syrie, la Mésopotamie (l'Irak), le Hedjaz (l'Arabie), l'Egypte, le Soudan sont des Etats constitués sur la base du Traité de Sèvres.

Le Moyen Orient et les Etats en question font l'objet aujourd'hui d'un bouleversement surnommé « Printemps Arabe » et d'une guerre sans merci et chaotique qui, nous le constatons bien, a pour objectif de détruire ces mêmes Etats constitués sur la base du Traité de Sèvres. La Turquie, en est bien entendu le fer de lance.

Conclusions:

Aucune instance n'a pu à ce jour démontrer la caducité du Traité de Sèvres, évidemment puisqu'il est relativement facile d'en démontrer qu'il reste un puissant accord international.

L'obligation constitutionnelle de ratification par les Principales Puissances Alliées des Traités, en question, reste une question juridique à l'ordre du jour.

Remettre en question la réalité juridique du Traité de Sèvres, c'est aussi en partie remettre en question la réalité constitutive de la Société des Nations, en ne prenant pas en compte le Pacte qui est présent (Art. 1 à 26) et qui représente une pièce fondamentale dans la constitution de la Société des Nations.

Tout ce remue-ménage politique autour du Traité de Sèvres consiste à faire croire aux populations principalement intéressées et directement concernées, ainsi qu'à leur organe politique officiel de ne pas revendiquer leurs droits légitimes à l'exequatur⁸ de ce Traité et de la Sentence correspondante.

WAN : Merci, Monsieur APRAHAMIAN, ainsi nous comprenons mieux les raisons pour lesquels des gens diffusent des contrevérités concernant le Traité de Sèvres et son application.

Nous vous donnons rendez-vous, à notre prochaine émission politique consacrée à l'Arménie Occidentale.

05.09.2015

Arménag APRAHAMIAN
Président du Conseil National d'Arménie Occidentale

stat.gov.wa@haybachdban.org

⁷ <http://www.western-armenia.eu/stat.gov.wa/fr/2011/Declaration-officielleCNA1.pdf>

⁸ http://www.uncitral.org/uncitral/fr/uncitral_texts/arbitration/NYConvention.html

Map showing the boundaries of Armenia as awarded by PRESIDENT WILSON.



- ~~~~~ Turkish-Armenian boundary
- Other international boundaries
- Unmarked international boundaries
- Old Turkish-Russian boundary
- Ekzels boundaries
- Sandjak boundaries
- Kass boundaries
- Railways, canal gauges

ERZERUM Names of the villages of Erzerum, Trabzon, Van, and other cities in the region.

Map compiled under the direction of Major Lawrence Martin, General Staff, U. S. Army, by the topographic branch U. S. Geological Survey, in cooperation with the Department of State, from field observations by the Harbord Mission and from maps of the Turkish General Staff, scale 1:200,000, German maps prepared during the war, scale 1:400,000, and British maps of Persian and Transcaucasian territory, scale 1:1,000,000.

Woodrow Wilson